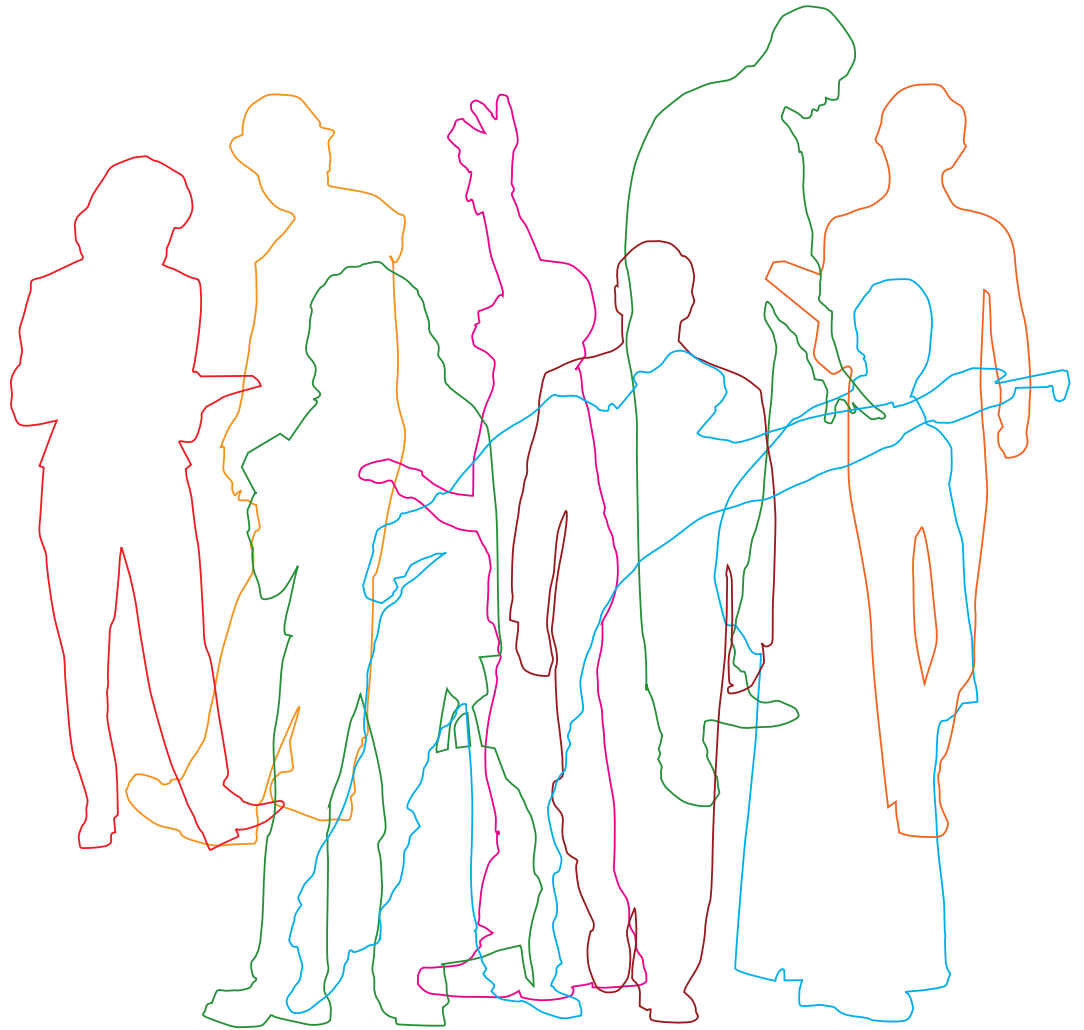

EUROGIP



rapport annuel ★
★ *annual report*

2006



* GLOSSAIRE /// GLOSSARY *

AFNOR :	ASSOCIATION FRANÇAISE DE NORMALISATION /// FRENCH STANDARDIZATION ASSOCIATION
AT-MP :	ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES /// ACCIDENTS AT WORK - OCCUPATIONAL DISEASES
CAT-MP :	COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES /// ACCIDENTS AT WORK AND OCCUPATIONAL DISEASES COMMISSION
CEI :	COMMISSION ELECTROTECHNIQUE INTERNATIONALE /// INTERNATIONAL ELECTROTECHNICAL COMMISSION
CEN :	COMITÉ EUROPÉEN DE NORMALISATION /// EUROPEAN COMMITTEE FOR STANDARDIZATION
CENELEC :	COMITÉ EUROPÉEN DE NORMALISATION ELECTROTECHNIQUE /// EUROPEAN COMMITTEE FOR ELECTROTECHNICAL STANDARDIZATION
CNAMTS :	CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS /// NATIONAL HEALTH INSURANCE FUND FOR EMPLOYEES
CRAM :	CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE /// REGIONAL HEALTH INSURANCE FUND
ETHUI-REHS :	INSTITUT SYNDICAL EUROPÉEN POUR LA RECHERCHE, LA FORMATION ET LA SANTÉ-SÉCURITÉ /// EUROPEAN TRADE UNION INSTITUTE - RESEARCH, EDUCATION, HEALTH AND SAFETY
EUROSTAT :	OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES /// STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
INRS :	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SÉCURITÉ /// NATIONAL RESEARCH AND SAFETY INSTITUTE
UNM :	UNION DE NORMALISATION DE LA MÉCANIQUE /// MECHANICAL ENGINEERING STANDARDIZATION ASSOCIATION
UTE :	UNION TECHNIQUE DE L'ELECTRICITÉ /// ELECTRICAL ENGINEERING INDUSTRY ASSOCIATION

La **Branche "AT-MP" de la Sécurité sociale** gère l'assurance contre les accidents du travail (AT), les accidents de trajet et les maladies professionnelles (MP) des salariés du régime général (industrie, commerce et services) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels.

The **Occupational Injuries Branch of the Social Security system** manages insurance against accidents at work, commuting accidents and occupational diseases for employees under the general Social Security system (industry, trade and services) and implements occupational risk prevention policy.

Le **Réseau Prévention des risques professionnels de la Sécurité sociale** regroupe la Direction des risques professionnels (DRP) de la CNAMTS, les Services prévention et tarification des CRAM et CGSS (Caisses générales de la Sécurité sociale dans les DOM-TOM), l'INRS et Eurogip.

The **Social Security system's occupational risk prevention network** comprises the Occupational Risks Department (DRP) of the French national health insurance fund for employees (CNAMTS), the OH&S and Risk Premium Rating departments of the Regional Health Insurance Funds (CRAM) and the CGSS (General Social Security Funds in the French overseas territories), the National Research and Safety Institute (INRS) and Eurogip.

EUROGIP

sommaire

	page
Carte d'identité d'Eurogip	4
Le mot du Directeur	5
Les faits marquants de l'activité d'Eurogip en 2006	6
L'année 2006 activité par activité	
La normalisation	8
L'information et la communication	10
Les relations extérieures	12
Les projets	14
Les enquêtes	16
La coordination des organismes notifiés	18

contents

Eurogip identity card	20
A word from the Managing Director	21
Highlights of Eurogip's activity in the year 2006	22
The year 2006 activity by activity	
Standardization	24
Information-Communication	26
Public relations	28
Projects	30
Surveys	32
Coordination of notified bodies	34

carte d'identité d'EUROGIP

mission

Animer, coordonner et développer au plan européen les actions de la Sécurité sociale française en matière de risques professionnels.

activités

- normalisation
- information-communication
- relations extérieures
- projets
- enquêtes
- coordination des organismes notifiés

effectif

13 personnes

création

novembre

1991

mandat renouvelé en septembre 2001 pour 10 ans

budget 2006

1,402 million d'euros

ressources

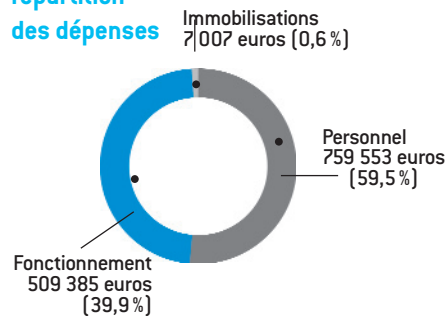
79%

CNAMTS (subvention attribuée sur le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles)

21%

Contrats, ventes et produits

répartition des dépenses



statut

Groupement d'intérêt public constitué par la **CNAMTS** (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) et l'**INRS** (Institut national de recherche et de sécurité).

administration

Conseil paritaire : cinq représentants des organisations d'employeurs et cinq représentants des organisations syndicales ; six sont nommés par la CNAMTS et quatre par l'INRS.



le mot du directeur

15 ans, cela peut paraître long, mais c'est aussi très court pour la vie d'un organisme. Pour ma part, je n'ai guère vu le temps passer, tant ces années ont été bien remplies. Qu'en retenir ?

Il y aurait beaucoup de choses à dire, alors je m'en tiendrai à un constat. Les fondateurs d'Eurogip avaient vu juste : l'Europe de la prévention des risques professionnels méritait vraiment que l'on s'y intéresse. Nous avons réussi à ouvrir des portes, nouer des contacts pour mieux explorer le sujet. Eurogip est aujourd'hui un organisme connu - et qui mérite de l'être davantage - et reconnu, en France, en Europe et même au-delà ! Nous pouvons être fiers de toutes nos actions.

Mais nous ne pouvons nous contenter de ce satisfecit. Eurogip doit évoluer pour être en phase avec les changements qui interviennent au

niveau européen, pour mieux prendre en compte les divers problèmes auxquels est confronté le monde du travail, pour répondre aux nouvelles demandes de ses membres fondateurs.

C'est la raison pour laquelle, à l'été 2006, une réflexion a été

engagée sur ce que pourrait être notre travail pendant les cinq prochaines années. Les organisations syndicales et professionnelles, la CNAMTS*, l'INRS* et les CRAM* ont pris une part active à cet exercice. Des orientations pour l'action à moyen terme 2007-2011 - ambitieuses mais réalistes - ont ainsi pu être élaborées. Elles seront soumises au nouveau Conseil d'administration mis en place en 2007.



Marie-Chantal
BLANDIN,
Directeur
d'Eurogip
depuis 1991



Les membres fondateurs d'Eurogip avaient vu juste : l'Europe de la prévention des risques professionnels méritait vraiment que l'on s'y intéresse.



Marie-Chantal BLANDIN
Directeur d'Eurogip

* voir page 02

les faits marquants de l'activité d'EUROGIP en 2006

La refonte du site Internet www.eurogip.fr

Dans le cadre de la dynamisation de la communication d'Eurogip, la refonte du site Internet a été préparée pendant le second semestre 2006. L'objectif est notamment de mettre en ligne, début 2007, davantage d'informations utiles aux internautes, les préventeurs notamment, et de faciliter la navigation grâce à un certain nombre d'aménagements techniques. (cf. p. 11)



La publication du rapport d'enquête sur les maladies professionnelles liées à l'amiante en Europe

Le thème des maladies professionnelles causées par l'amiante fait l'objet d'un vif intérêt de la part de nombreux pays en Europe. Aussi Eurogip a-t-il réalisé une enquête sur ce thème, avec l'aide d'un groupe de travail européen composé de juristes et de médecins. L'enquête porte notamment sur les conditions de reconnaissance du caractère professionnel des diverses maladies en question, sur le nombre de cas reconnus et sur l'indemnisation des victimes. Elle fait apparaître quelques points communs et beaucoup de différences entre les situations nationales. Les résultats de cette enquête ont été publiés au début de l'année 2006 et ont fait l'objet d'une large communication, en France et en Europe.

La fin du programme d'assistance à la Roumanie

Depuis l'été 2004, Eurogip était impliqué dans la réalisation d'un projet d'assistance à la Roumanie, financé par l'UE, pour mettre en place un système d'assurance contre les risques professionnels. Cette action s'est terminée au printemps 2006. Le séminaire de clôture a eu lieu le 13 mars, en présence de nombreuses autorités roumaines et de la Commission européenne. A l'évidence, les résultats obtenus ont donné entière satisfaction aux bénéficiaires roumains. (cf. p.14)



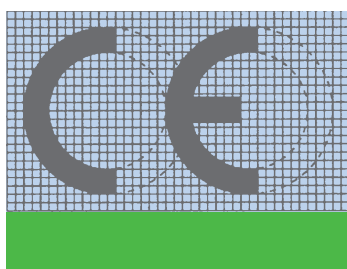
“Conduites addictives et risques professionnels en Europe”

Comment prévenir les risques en entreprise qui résultent de la consommation d'alcool, de drogues ou de stupéfiants ? La question était au cœur de la 5e édition des Débats d'Eurogip, qui s'est tenue le 20 octobre 2006 à Paris, et a réuni cent vingt participants. Trois tables rondes ont permis de mieux cerner le sujet et de présenter les actions de prévention mises en œuvre à différents niveaux : national, régional, sectoriel et des entreprises. (cf. p. 10)

2006 a marqué les 15 ans d'existence d'Eurogip et la mi-parcours de son deuxième mandat^[1]

Un projet d'orientations politiques et stratégiques pour la période 2007-2011

2006 a été la dernière année couverte par les Orientations pour la période quinquennale qui suivait le renouvellement de mandat d'Eurogip, en septembre 2001. Le 6 juillet 2006, le Conseil d'administration a pris acte du bilan de la mise en œuvre de ces Orientations et s'est prononcé en faveur de l'élaboration d'un nouveau document pour orienter, d'un point de vue politique et stratégique, les activités de la période 2007-2011. Un avant-projet, élaboré en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels du Groupement, lui a donc été soumis fin octobre. Le Conseil en a approuvé le contenu, mais a préféré laisser au nouveau Conseil - qui sera mis en place en 2007 - le soin d'adopter définitivement le texte. _____



L'enquête sur l'impact de la Nouvelle Approche sur la prévention des risques professionnels

La Nouvelle Approche^[2] a-t-elle eu un impact sur la prévention des risques professionnels ? Tel est l'objet d'une étude lancée fin 2005 par Eurogip. Celle-ci s'est poursuivie en 2006 avec, à l'automne, une enquête électronique comportant une soixantaine de questions. Les résultats viendront alimenter la réflexion engagée par le Conseil d'administration sur le rôle qui devrait être celui de la Branche "accidents du travail - maladies professionnelles" de la Sécurité sociale dans le domaine de la normalisation. {cf. p. 17} _____

Le développement de la notoriété d'Eurogip

Les actions lancées en 2005 pour dynamiser la communication portant leurs fruits, la notoriété d'Eurogip s'accroît, comme en témoigne le nombre de citations dans la presse ou sur Internet. Elle s'étend même au delà des frontières européennes : un statisticien de l'Agence coréenne de sécurité et santé au travail et un chercheur de l'Institut japonais de sécurité et santé au travail ont sollicité Eurogip ! _____

[1] Eurogip a été créé en novembre 1991 sous la forme d'un groupement d'intérêt public ; son mandat a été renouvelé en septembre 2001 pour 10 ans.

[2] Résolution du Conseil publiée au Journal Officiel C136 du 4 juin 1985 - Le principe de la Nouvelle Approche, adopté dans la perspective de l'ouverture du marché intérieur européen, vise à assurer la libre circulation des produits et à garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs de ces produits. Les directives européennes définissent les exigences essentielles de sécurité ; les normes européennes contiennent les spécifications techniques pour satisfaire ces exigences.

l'année 2006

activité par activité

la normalisation pour faire entendre la voix de la Branche AT-MP* dans le concert européen

COORDONNER LES QUELQUE 90 EXPERTS DU RÉSEAU PRÉVENTION* _____

Eurogip coordonne l'activité des experts de la CNAMTS*, des CRAM*, de l'INRS* et d'Eurogip impliqués dans les travaux de normalisation. En 2006, **87 experts** ont ainsi participé aux travaux de 72 Comités Techniques (TC) européens et internationaux et de plus de 210 groupes de travail européens ou internationaux actifs.

RENFORCER L'EFFICACITÉ DU RÉSEAU PRÉVENTION _____

Pour aider les experts dans leur mission, Eurogip publie deux documents, qui ont fait l'objet d'une mise à jour en 2006. **Partenor** répertorie les travaux de normalisation européenne relatifs à l'hygiène et la sécurité auxquels les experts du Réseau participent. **Normavenir** présente l'ensemble des projets de normes suivis, au plan français ou européen, par les experts. C'est la dernière année que ces documents paraissaient sous leur forme actuelle : à compter de 2007, ils seront accessibles à partir de la nouvelle base de données électronique, intitulée Normabase [sur le site Internet d'Eurogip, www.eurogip.fr].

DONNER D'AVANTAGE DE POIDS À LA PRÉVENTION _____

- Le Réseau Prévention* a émis un avis collectif sur 26 **projets de normes soumis à enquête** ; 10 d'entre eux portaient sur la sécurité des machines, 9 sur les produits de construction, 4 sur les engins de chantier/levage/manutention, 2 sur la biologie/chimie/ventilation et 1 sur l'ergonomie. Ces enquêtes ont associé 332 agents du Réseau Prévention.
- Pour optimiser la participation des experts, Eurogip **finance certains travaux - précisément définis - de commissions françaises** au sein desquelles s'élabore la position à faire valoir au niveau européen. Dans ce cadre, deux conventions ont été signées en 2006 :
 - l'une avec l'Afnor*, pour soutenir les travaux dans les domaines de l'ergonomie, l'acoustique et les vibrations ainsi que des travaux généraux sur les normes A et B ;
 - l'autre avec l'UTE*, sur des travaux dans le domaine de l'équipement électrique des machines.
 Par ailleurs, afin de maintenir la présence de la prévention dans les travaux de normalisation "Sécurité des machines", Eurogip finance les droits d'inscription annuels de 30 experts dans 19 commissions de normalisation gérées par l'UNM*.

* voir page 02



FAIRE CONNAÎTRE LES NORMES ET LEUR INTÉRÊT POUR LA PRÉVENTION

- En partenariat avec les ministères chargés du Travail et de l'Agriculture, Eurogip a participé à la mise à jour de la **base de données "Intranormes - Santé et Sécurité au Travail"** qui regroupe 1 527 normes relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail. La 13^e version contient ainsi plus de 5 000 nouvelles pages. Elle a été mise à la disposition des services Documentation des CRAM* et de l'INRS*, ainsi que des organisations syndicales et professionnelles.
- Plus de 40 **nouvelles fiches analytiques sur des normes européennes "machines" de type C** (normes dédiées à un type de machine) ont été élaborées. Rédigées avec le concours de l'expert du Réseau Prévention* concerné, ces fiches analysent les normes afin de mettre en évidence les points de prévention des risques professionnels traités, ou non, par celles-ci. La collection de fiches - près de 130 - sera consultable début 2007 sur le site www.eurogip.fr (Rubrique Normabase).
- Eurogip est partie prenante dans un **dispositif de signalement des problèmes de prévention**, initié en 2005, en partenariat avec la CNAMTS*, l'INRS* et les CRAM*. L'objectif est de faire remonter l'information au niveau de ces organismes sur un problème de sécurité rencontré sur le terrain, de déterminer si celui-ci est lié à la fabrication, l'utilisation, la réglementation, ou la normalisation de l'équipement de travail et d'apporter une solution. Eurogip prend plus particulièrement en compte les problèmes liés à la normalisation. Ainsi en 2006, l'absence de norme relative aux hydrocureurs (utilisés pour réaliser des travaux de nettoyage industriels et dangereux) a été signalée ; la question était de savoir s'il fallait élaborer une norme ou pas. Un second signalement a concerné une scie à panneaux ; Eurogip a pu préciser qu'une norme était en cours de révision et mettre en relation un expert de l'INRS participant aux travaux et le contrôleur de la CRAM qui avait mentionné le problème afin de savoir si une modification du texte était encore possible.

FACILITER LES ÉCHANGES ENTRE EXPERTS EUROPÉENS

Euroshnet, le réseau européen des préventeurs impliqués dans la normalisation, les essais et la

certification a pour objectif de faciliter les échanges entre experts en vue de dégager des positions communes sur les questions traitées. Eurogip en est l'un des fondateurs et membre du comité de pilotage. À ce titre, il a participé en 2006 à plusieurs réunions de travail ainsi qu'à l'organisation d'une seconde rencontre des points focaux européens, à Prague les 9 et 10 novembre. Le Groupement a également contribué à l'amélioration du site www.euroshnet.org et assuré l'animation d'un des forums de discussion [Questions générales].



l'information et la communication

une veille européenne et des supports variés

ÉLABORER ET DIFFUSER L'INFORMATION SUR LES RISQUES PROFESSIONNELS EN EUROPE

- Le thème de **la santé et la sécurité au travail en Europe, et de la prévention des risques professionnels en particulier**, suscite de nombreuses questions. Celles-ci émanent des documentalistes et ingénieurs conseils des CRAM* principalement, mais aussi des entreprises (chefs d'entreprises, documentalistes, fonctionnels de sécurité, médecins du travail). En 2006, elles ont porté sur les statistiques AT-MP - dans le BTP plus spécifiquement -, l'évaluation des risques et le document unique, la prestation de service dans un autre pays. Elles concernent également des sujets variés : une norme, la Charte sociale européenne, le travail temporaire, la réhabilitation des victimes de troubles musculo-squelettiques...
- Eurogip a continué à publier le trimestriel **Eurogip infos** et l'**InfoMail d'Eurogip**, lettre mensuelle électronique en français et en anglais. Ces deux supports présentent l'actualité sur les risques professionnels en Europe : textes ou actions en cours ou en préparation au niveau communautaire et des États membres de l'Union européenne.



ÉCHANGER À TRAVERS LES DÉBATS D'EUROGIP

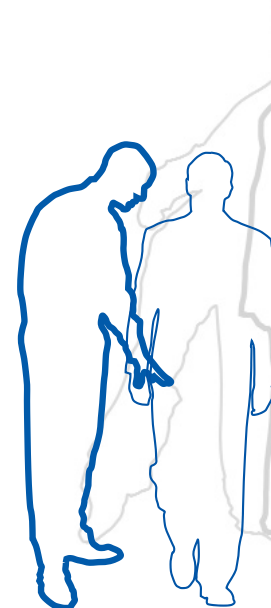
Organisés traditionnellement en octobre, les Débats d'Eurogip ont pour vocation d'apporter un "éclairage européen" sur une question d'actualité en France et dans d'autres pays européens. La question retenue pour l'édition 2006 était : **"Comment prévenir les risques en entreprise qui résultent de la consommation d'alcool, de drogues ou de stupéfiants ?"**

Le vendredi 20 octobre, des représentants de la Commission européenne et de plusieurs pays européens ont débattu des addictions et de leurs conséquences sur la vie au travail, ainsi que des actions de prévention à mettre en œuvre au niveau national, régional, sectoriel et sur les lieux de travail.

L'absence d'études épidémiologiques permettant d'établir le lien entre l'usage de substances psycho actives et les accidents du travail fait cruellement défaut. Mais tous les intervenants ont reconnu que le sujet constituait bien une préoccupation. La prévention relève souvent d'un travail de longue haleine, car il s'agit de faire évoluer les comportements. Et le sujet reste encore souvent difficile à aborder, d'autant qu'il se situe à la frontière entre santé professionnelle et santé publique, qu'il touche à la sphère privée, et que les collègues, croyant bien faire, couvrent souvent la personne qui a un problème. Les intervenants des Débats d'Eurogip étaient d'accord pour dire combien il est important de diffuser l'information à tous les salariés. Un consensus s'est également dégagé sur le caractère pluridisciplinaire de la réponse à apporter en cas de problème. Si le soutien de la direction est indispensable, le service médical a un rôle prépondérant à tenir, en collaboration avec les ressources humaines, les représentants syndicaux... mais aussi avec des spécialistes externes : associations, psychologues, spécialistes en addictologie.

Les actes des Débats ont été publiés fin décembre.

* voir page 02



SIX NOUVELLES PUBLICATIONS

- 1/ La **plaquette** de présentation d'Eurogip, en version bilingue (français/anglais)
- 2/ Le **rapport annuel 2005**, également en version bilingue
- 3/ Les actes des Débats d'Eurogip du 14 octobre 2005 consacrés à la "**Santé et sécurité des travailleurs temporaires en Europe**"
- 4/ "**Les troubles musculo-squelettiques en Europe - Définitions et statistiques**", une note de synthèse à télécharger gratuitement à partir du site d'Eurogip
- 5/ "**Les maladies professionnelles liées à l'amiante en Europe - Reconnaissance, chiffres et dispositifs spécifiques**", un rapport d'enquête sur 13 pays
- 6/ Les actes des Débats d'Eurogip du 20 octobre 2006 sur le thème : "**Conduites addictives et risques professionnels en Europe**".

pour en savoir plus :
www.eurogip.fr
rubrique Publications

OPTIMISER LE SITE INTERNET ET DIFFUSER DAVANTAGE D'INFORMATIONS

A la suite de la réflexion lancée fin 2005 sur la notoriété d'Eurogip et l'impact de ses actions de communication, le Conseil d'administration a donné son accord au lancement de plusieurs actions, dont la refonte du site Internet (www.eurogip.fr). Celle-ci a été engagée à l'automne 2006, avec l'objectif de mettre en ligne **davantage de documents utiles sur les risques professionnels en Europe**, et non plus seulement de l'information relative au Groupement et à ses activités. En outre, de **nouvelles fonctionnalités** faciliteront la navigation : un moteur de recherche sur l'ensemble du site et un autre dédié aux publications permettant une recherche par type de document (rapports d'enquête, actes des Débats, etc.), date et thème. La commande de documents a été simplifiée et le règlement pourra s'effectuer en ligne. L'ouverture du nouveau site est prévue pour le tout début de l'année 2007.

FAIRE CONNAÎTRE LE GROUPEMENT ET SES ACTIVITÉS

- Eurogip a réalisé des **actions de presse** (envoi de communiqués ou dossiers) à l'occasion de ses Débats ou de la parution des résultats de son enquête sur les maladies professionnelles liées à l'amiante en Europe. Il a par ailleurs été interviewé à deux reprises par Autoroute FM sur les accidents de trajet et sur les accidents de mission, thèmes qu'il avait précédemment traités dans le cadre d'une enquête et de ses Débats.
- Sa notoriété grandissant, le Groupement a été sollicité à diverses reprises en 2006. Ainsi a-t-il eu l'occasion de :

1/ **présenter les résultats de ses travaux** :

- sur les maladies professionnelles liées à l'amiante,
- sur les maladies professionnelles en général,
- sur la santé et la sécurité des travailleurs temporaires en Europe, thème des Débats d'Eurogip en 2005.

Les publics étaient variés : CAT-MP*, Commission Maladies professionnelles du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, partenaires sociaux des CRAM* Midi-Pyrénées et Sud-Est, participants à deux conférences européennes : l'une organisée par ETUI-REHS*, l'autre par le Forum européen de l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles...

2/ **faire valoir son expertise** :

- en animant une Table ronde consacrée à la sécurité et santé au travail dans le secteur de la construction en Espagne, en France et au Portugal, lors du Salon Préventica à Toulouse en octobre ;
- en intervenant lors de la manifestation "Prospective de l'entreprise et prévention des risques professionnels" organisée par l'AINF (Association pour la prévention et la maîtrise des risques professionnels et industriels), à Lille en juin ainsi qu'à la journée "Accidentologie" organisée par la FEDEM (Fédération des Minerais, Minéraux Industriels et Métaux non Ferreux) en décembre ;
- en présentant les critères d'enregistrement des statistiques européennes sur les accidents de travail et les maladies professionnelles définis par Eurostat* au Fonds national de prévention de la Caisse des dépôts et consignations qui envisage de créer une base de données statistiques dans les fonctions publiques hospitalières et territoriales ;
- en présentant le système français d'assurance contre les AT-MP lors d'une journée d'information organisée par le ministère du Travail de la Catalogne.

les relations extérieures

sous le signe de la consolidation et du développement

DÉVELOPPER LES ÉCHANGES ET LES PARTENARIATS EUROPÉENS

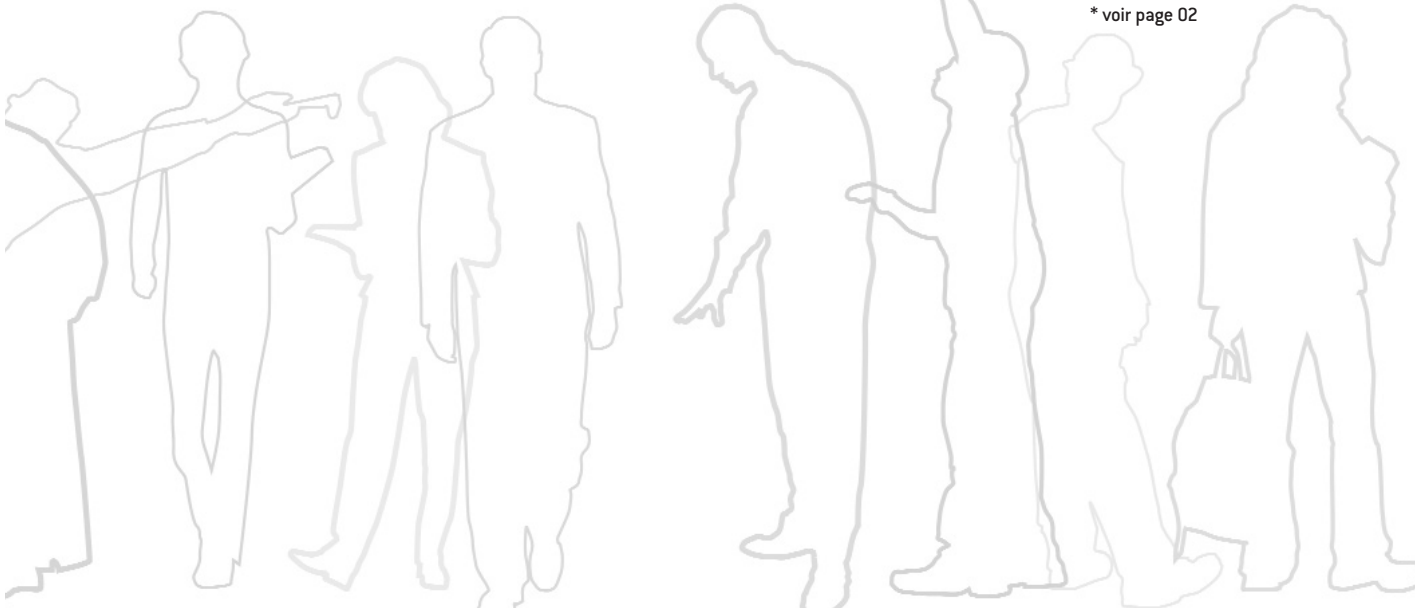
- Les relations nouées les années précédentes avec la **Direction Générale (DG) Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances de la Commission européenne** ont continué à se développer en 2006. Ainsi la DG a-t-elle répondu favorablement à deux sollicitations d'Eurogip pour participer à des événements qu'il organisait. Il s'agit des Débats d'Eurogip d'octobre 2006 sur le thème "Conduites addictives et risques professionnels en Europe" - au cours desquels le Dr Jorge Costa-David (de l'Unité "Sécurité et santé au travail") a présenté le plan d'action communautaire en projet pour lutter contre l'abus d'alcool - et de la réunion organisée à Bruxelles pour présenter le rapport sur les maladies professionnelles liées à l'amiante.
- Eurogip fait désormais partie des **contractants potentiels dans le domaine de la santé, la sécurité et l'hygiène au travail** auxquels pourraient être confiées des tâches dans le cadre de contrats spécifiques avec la Commission européenne. Par ailleurs, Eurogip est mandaté, depuis le 6 décembre, par la Commission européenne pour pouvoir être porteur de projet de jumelage.
- Le **réseau des organismes chargés de l'assurance ou de la prévention des risques professionnels dans les autres pays de l'Union européenne** avec lesquels Eurogip est en relation a continué de se développer au cours de l'année 2006, notamment à l'occasion des actions engagées (enquêtes, manifestations...). La coopération se déroule dans un cadre bilatéral ou multilatéral, notamment au sein du Forum européen de l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles.



APPORTER UN SOUTIEN AUX PARTENAIRES INSTITUTIONNELS D'EUROGIP

- Dans le cadre de la **réflexion sur la réforme en France du système actuel d'assurance contre les risques professionnels** et à la demande des partenaires sociaux, Eurogip a présenté les systèmes d'indemnisation en vigueur dans les pays de l'Union européenne ainsi que les statistiques d'accidents du travail et de maladies professionnelles au niveau communautaire et dans les États membres. Par ailleurs, Eurogip a organisé la participation du Directeur du service "Prestations" de l'INAIL (organisme italien d'assurance AT-MP) et du Responsable de la Division "Prestations" de la SUVA (organisme suisse d'assurance AT-MP) à la réunion du groupe de travail "Réparation" constitué par les partenaires sociaux.
- Une **activité de veille** fait partie intégrante des missions confiées à Eurogip. Cette veille s'exerce à plusieurs niveaux et vise à suivre :
 - l'évolution de la législation communautaire, l'actualité des instances européennes et celle des organismes de prévention et d'assurance des autres États membres de l'UE ; les informations susceptibles d'intéresser les administrateurs ou les membres fondateurs d'Eurogip font l'objet d'une diffusion ciblée ;
 - le thème des cancers professionnels, dans le cadre du projet institutionnel de la Branche AT-MP* portant sur ce sujet ;
 - les appels d'offres publiés par les instances communautaires (Directions Générales de la Commission européenne, Fondation européenne de Dublin, Eurostat) et par les pays bénéficiaires de crédits européens ; Eurogip diffuse aux partenaires institutionnels ceux qui sont susceptibles de les intéresser et, le cas échéant, les assiste pour la rédaction de la réponse.

* voir page 02



les projets la capacité à mobiliser le Réseau* et valoriser l'expérience française

COOPÉRER À DES PROJETS EUROPÉENS

Eurogip participe au **Centre thématique "Environnement de travail" de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail**, dont l'objectif est de collecter, d'évaluer et de diffuser l'information sur les bonnes pratiques de prévention en vigueur dans les pays de l'Union. Pendant les premiers mois de l'année, il a contribué à la préparation de la Semaine européenne 2006 dédiée aux jeunes travailleurs en rédigeant deux documents synthétiques (destinés à faire l'objet d'une *Factsheet*) sur les thèmes "Jeunes travailleurs et véhicules" et "Jeunes travailleurs du secteur de la construction". Par ailleurs, dans le cadre du programme de travail 2007, Eurogip s'est vu confier des tâches importantes sur trois thèmes :

- 1/ le retour au travail des travailleurs ayant souffert de troubles musculo-squelettiques (TMS),
- 2/ la prévention du bruit dans le secteur du divertissement,
- 3/ la prévention des risques dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (HORECA).

METTRE L'EXPERTISE FRANÇAISE AU SERVICE DES PAYS CANDIDATS DE L'UE OU VOISINS

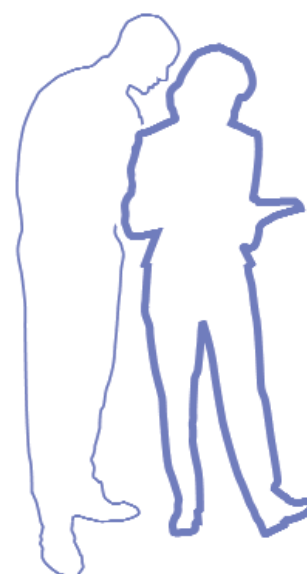
- Le **projet d'assistance à la Roumanie pour la mise en place d'un système d'assurance contre les risques professionnels**, qui avait démarré à l'été 2004, a pris fin en 2006. Le séminaire de clôture a eu lieu le 13 mars, en présence de nombreuses autorités roumaines et de la Commission européenne. A l'évidence, les résultats obtenus ont donné entière satisfaction aux bénéficiaires roumains qui ont, en outre, apprécié la souplesse et l'adaptabilité dont a fait preuve l'équipe française.

Parmi les résultats les plus significatifs de ce projet, il convient de mentionner :

- La formation de 116 personnes : 82 conseillers en prévention, 10 techniciens de tarification, 10 médecins et 14 formateurs.

- La mise en situation professionnelle des conseillers en prévention, avec des visites d'entreprises pour apprendre à connaître l'entreprise et son environnement, procéder à

l'analyse et à l'évaluation des risques puis amener les dirigeants à se rallier aux solutions de prévention proposées. La formation des conseillers en prévention a également porté sur la conduite d'actions de sensibilisation : préparation des supports et animation de séminaires d'employeurs et de salariés. Au total, l'expérimentation a porté sur 249 entreprises (63 du secteur de la construction, 73 de l'agro-



© Gaël Kerbaol pour l'INRS

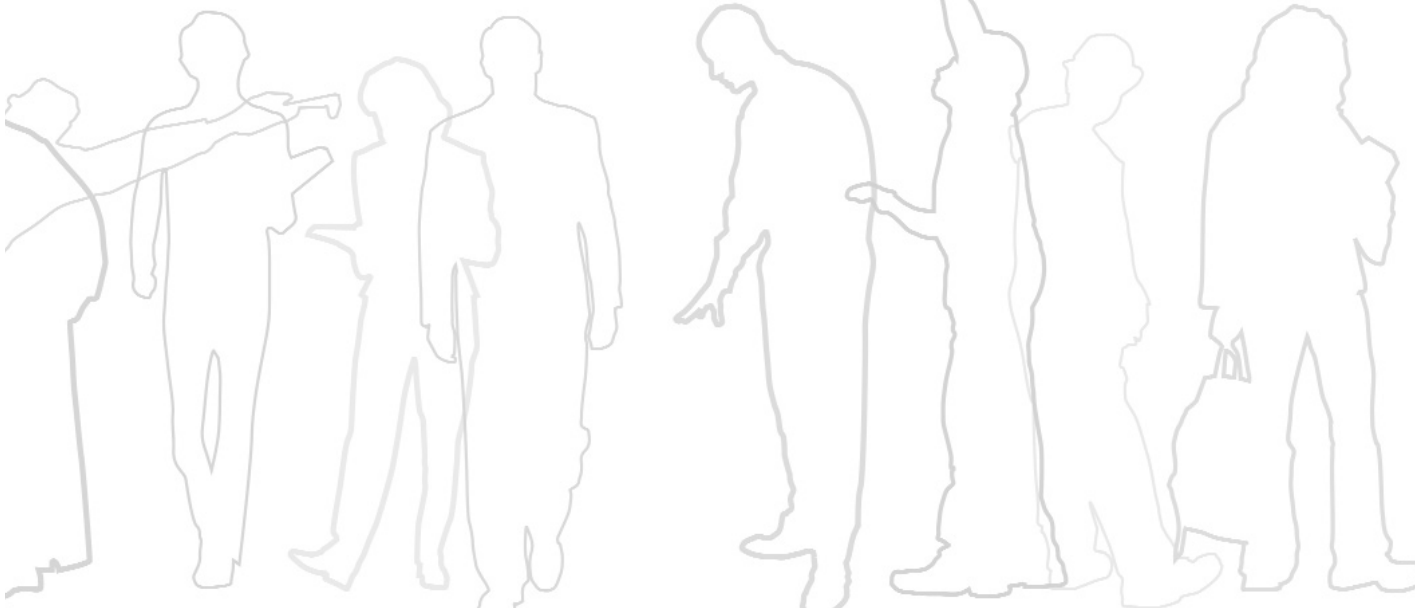
alimentaire et 113 de l'industrie mécanique). Et 360 représentants d'entreprises ont participé à des séminaires de sensibilisation.

- La réalisation de guides à l'intention des entreprises : sur le management de la santé et de la sécurité au travail (tiré à 10 000 exemplaires) ; sur l'évaluation des risques (10 000 exemplaires) et sur la prévention des risques dans le secteur de la construction (5 000 exemplaires) ; deux autres brochures ont été éditées à 10 000 exemplaires chacune, l'une sur l'exposition au bruit, l'autre sur le risque électrique.

- L'élaboration d'un guide méthodologique du préventeur (édité à 500 exemplaires) axé principalement sur la tâche d'analyse et d'évaluation du risque en entreprise.

- Dans le cadre d'un programme financé par l'UE, Eurogip a été associé au travail de mise à niveau des statistiques AT-MP dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. La coopération avec la Turquie, entamée en 2004, a consisté en 2006 à **former des responsables régionaux de l'organisme national turc chargé des statistiques** au système SEAT (Statistiques européennes sur les accidents du travail) qui vise à un enregistrement européen harmonisé des données.
- Dans la prolongation de la coopération initiée en 2005 avec l'organisme allemand GVG qui gérait un projet européen (Taxis) d'**assistance à l'Ukraine pour la mise en place d'un système d'assurance AT-MP**, Eurogip a délégué pour une seconde mission la responsable du service Tarification de la CRAM* Nord-Picardie à Kiev. Cette personne a participé au séminaire de clôture du projet et y a présenté le système français de tarification des AT-MP qui suscitait un vif intérêt des pouvoirs publics ukrainiens.

* voir page 02



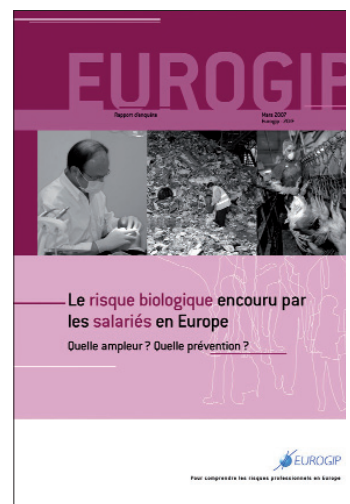
les enquêtes pour nourrir la réflexion des membres fondateurs du Groupement⁽³⁾

RENFORCER SON EXPERTISE SUR LES MP* EN EUROPE

Compte tenu de l'intérêt suscité, il a paru opportun d'actualiser et de compléter les données du rapport intitulé "*Les maladies professionnelles dans les 15 pays européens. Les chiffres 1990-2000. L'actualité juridique et pratique 1999-2002*". Il s'agit de présenter les chiffres jusqu'en 2005 et de prendre en compte les changements, principalement réglementaires, intervenus en matière de reconnaissance et de réparation des maladies professionnelles dans les pays de l'Union européenne depuis 2002. Le groupe de travail constitué au sein du Forum européen de l'assurance AT-MP et coordonné par Eurogip a donc commencé à rassembler les informations. La publication d'un nouveau rapport est envisagée pour fin 2007.

EN SAVOIR PLUS SUR LES RISQUES PROFESSIONNELS ET LES MOYENS DE LES PRÉVENIR

- Depuis quelques années, le monde du travail connaît des changements démographiques, industriels, technologiques et scientifiques. Quel impact ces changements ont-ils sur la santé et la sécurité des travailleurs ? Telle est la question centrale d'**une enquête sur les risques dits "émergents" en Europe** qu'Eurogip avait engagée à la demande de la CNAMTS* et qu'il a prévu de boucler en 2007. Les principaux résultats de l'enquête ont déjà fait l'objet d'une présentation lors d'une conférence organisée conjointement par l'Inspection du travail slovaque, l'Université technique de Kosice et l'Association slovaque de santé et de sécurité au travail, sous le patronage de l'Agence européenne de Bilbao.
- À la demande de l'INRS*, Eurogip s'est intéressé au **risque biologique encouru par les salariés en Europe**. En effet, les populations qui utilisent délibérément les agents biologiques sont souvent bien sensibilisées aux mesures de prévention à mettre en œuvre. En revanche, ce n'est pas le cas de la majorité des salariés potentiellement exposés par leur activité où le risque existe naturellement. Eurogip a donc lancé une enquête afin d'identifier les populations concernées (avec les spécificités régionales) et les approches de prévention adoptées dans les différents pays de l'Union européenne. La publication des résultats est prévue pour le premier trimestre 2007. Les premières conclusions ont été présentées lors d'un séminaire interne au Réseau Prévention de la Sécurité sociale qui s'est tenu le 18 décembre 2006.
- Le **risque lié aux machines** n'est pas nouveau. Mais l'INRS* a souhaité en savoir plus sur l'évolution de ce risque en relation avec la mise en œuvre des Directives "conception des machines" (98/37/CE, anciennement 89/392/CEE) et "utilisation des équipements du travail" (89/655/CEE complétée). Il a ainsi chargé Eurogip de collecter les informations relatives au type d'accidents du travail liés aux machines ainsi qu'aux études réalisées sur ce thème au niveau européen.



(3) Eurogip a été créé sous la forme d'un groupement d'intérêt public par la CNAMTS et l'INRS*.

CONNAÎTRE LES PRATIQUES DE PRÉVENTION DES AUTRES PAYS

L'une des principales innovations de la Directive-cadre [89/391/CEE] du 12 juin 1989 a été de mettre à la charge de l'employeur une obligation d'**évaluation des risques menaçant la santé et la sécurité des travailleurs**. Cette évaluation est un élément fondamental pour la stratégie de prévention de l'entreprise, car c'est sur la base de ses résultats que l'employeur devra définir les mesures à mettre en œuvre pour garantir un meilleur niveau de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs. Le texte communautaire n'a toutefois pas imposé de modalités techniques pour la réalisation de l'évaluation ; chaque État membre a donc développé des approches et des méthodes différentes. Dans ce contexte, une enquête sur l'évaluation des risques professionnels a été initiée. Elle traitera des aspects juridiques de la transposition de la Directive-cadre en droit national sur ce point. L'objectif est de savoir comment et par qui l'évaluation est effectuée et dans quelles conditions.

MESURER L'IMPACT DE CERTAINES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES

L'enquête sur l'**évaluation de l'impact de la Nouvelle approche européenne sur la prévention des risques professionnels**, engagée à la demande de l'INRS*, porte principalement sur les Directives "conception des machines" et "conception des équipements de protection individuelle". En 2006, elle a bien progressé, avec l'envoi, début octobre, d'un questionnaire par voie électronique. Après avoir été enrichi par un groupe d'expert puis testé par une cinquantaine de partenaires, celui-ci a été adressé à environ 1 400 destinataires ainsi qu'à une dizaine d'organisations (syndicales, professionnelles, etc.) qui avaient accepté de relayer l'enquête auprès de leurs adhérents. L'enquête a été close le 17 novembre ; les 193 réponses valides parvenues à Eurogip seront dépouillées et exploitées début 2007.

* voir page 02



la coordination des organismes notifiés

une expertise au service de la prévention

PRÉPARER LES POSITIONS FRANÇAISES À FAIRE VALOIR AU NIVEAU EUROPÉEN...

Depuis 1992, l'activité "Coordination" est clairement définie par les conventions annuelles signées avec le ministère chargé du Travail et celui chargé de l'Agriculture. En 2006, le Groupement a poursuivi son action d'animation des deux Coordinations françaises des organismes habilités pour appliquer les procédures d'évaluation de la conformité des équipements de protection individuelle (Directive 89/686/CEE modifiée) d'une part, des machines et composants de sécurité (Directive codifiée 98/37/CE modifiée) d'autre part.

... DANS LE DOMAINE DES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (ÉPI)

- Eurogip a organisé deux réunions de la Commission Générale qui regroupe les 15 organismes notifiés. Ces réunions ont permis de préparer les positions françaises à faire valoir au niveau européen, notamment sur :
 - le devenir des attestations d'examen CE de type délivrées suivant des normes harmonisées lorsque celles-ci sont révisées et sur le rôle des organismes vis à vis des fabricants,
 - les conditions d'attribution des attestations d'examen CE de type demandées par des responsables de la mise sur le marché qui ne sont pas des fabricants d'ÉPI,
 - la catégorisation de certains ÉPI, comme les aides à la flottabilité.

Les similitudes entre le contrôle des ÉPI fabriqués (qui est décrit à l'article 11 B de la Directive) et les exigences des référentiels normatifs des systèmes de management de la qualité (normes de la série NF EN ISO 9000 : 2000) ont été mises en évidence. La question de la traçabilité, dans le temps, des dossiers techniques validés lors de l'examen CE de type et présentés lors du contrôle des produits fabriqués a été soulevée et a fait l'objet d'une "fiche d'interprétation des règles", qui sera proposée à la Coordination européenne.

Face à certaines incohérences (pouvant conduire à des situations conflictuelles) entre les textes communautaires et des décrets de transposition élaborés par le ministère chargé du Travail et par celui de l'Industrie, Eurogip a sollicité le SQUALPI (service concerné du ministère de l'Industrie) afin qu'une harmonisation des textes au niveau français soit engagée. Il a également proposé un tableau permettant de rattacher les EPI pour la prévention des noyades/aides à la flottabilité et apprentissages à la natation aux décrets afférents. Suite à cette contribution, le SQUALPI a entamé une révision du décret 94/689, qui devrait être effective en 2007.

- Eurogip a participé aux deux réunions de la Commission générale ÉPI de l'Afnor* et y a présenté les travaux de la Coordination française ainsi qu'une analyse de la communication de la Commission portant sur la publication des titres et des références des normes harmonisées.

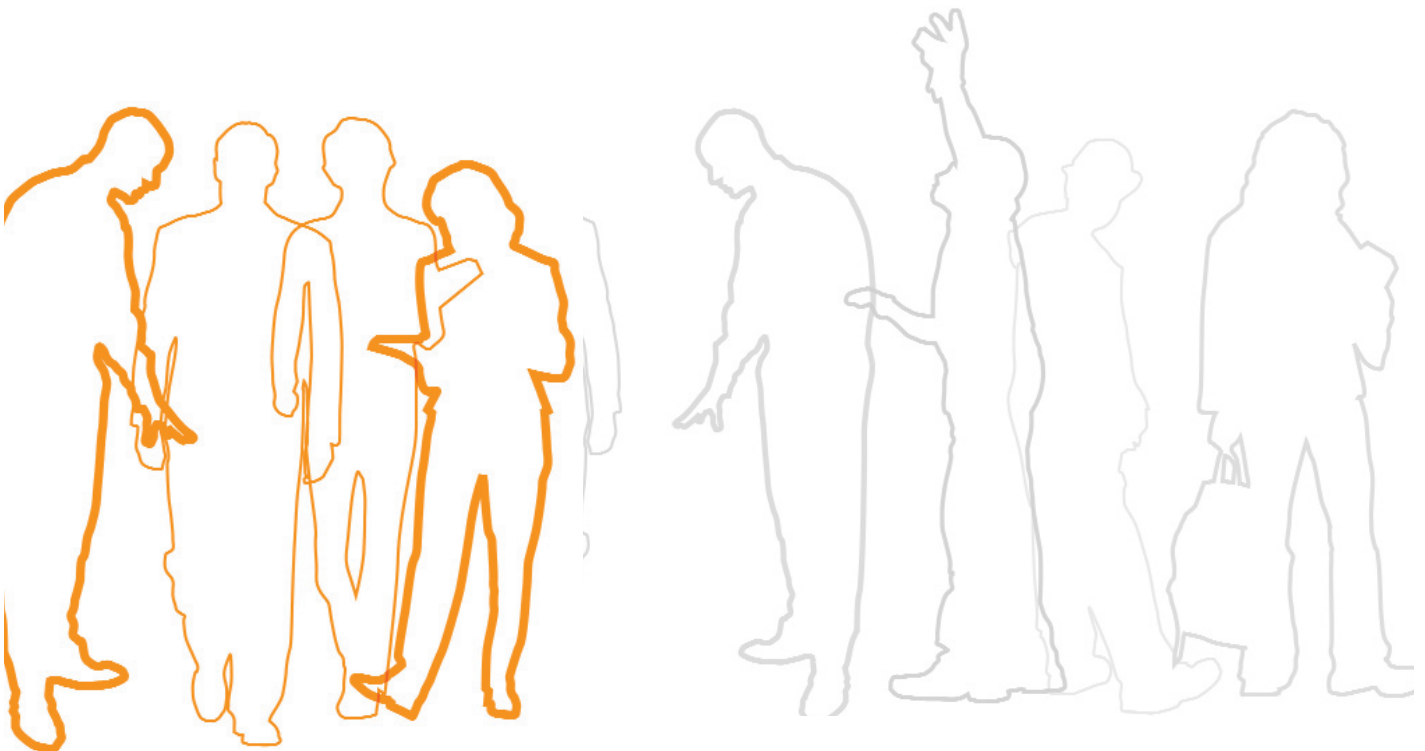
* voir page 02

- Au niveau européen, Eurogip a participé aux deux réunions du Comité de pilotage et à la réunion plénière du Comité horizontal de la Coordination européenne des organismes notifiés pour les ÉPI. Dans ce cadre, il a participé à l'élaboration de nouvelles fiches à caractère horizontal et a fait valoir les positions françaises sur la catégorisation de certains équipements.

... DANS LE DOMAINE DES MACHINES ET COMPOSANTS DE SÉCURITÉ

Eurogip a organisé neuf réunions, dont deux de la Commission Générale machines et sept des groupes sectoriels. Ces rencontres ont pour objet de résoudre les problèmes techniques, souvent complexes, qui subsistent, d'intégrer les travaux normatifs et de préparer les positions à défendre lors des réunions des groupes verticaux et du Comité horizontal de la Coordination européenne. La révision des fiches d'interprétation des règles rendues obsolètes ou inutiles par la publication de normes harmonisées donnant présomption de conformité aux exigences de la directive a été poursuivie. Par ailleurs, la Commission Générale a entrepris d'identifier les modifications, pour l'activité de certification réglementaire, qui résulteront de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE qui remplacera la directive actuelle.

Eurogip a mis à jour les divers documents utiles pour la mise en œuvre des Directives, qui avaient été regroupés, les années précédentes, dans un cd-rom, pour les insérer dans le site Internet d'Eurogip ; la mise à jour de ces documents, en temps réel, sera ainsi facilitée.



EUROGIP identity card

mission

To coordinate, organize and develop at the European level the actions of the French Social Security system regarding occupational risks.

activities

- Standardization
- Information-communication
- Public relations
- Surveys
- Projects
- Coordination of notified bodies

creation

November
1991

mandate renewed
in September 2001 for 10 years

staff

13 employees

budget 2006

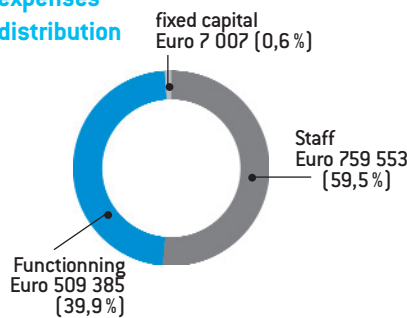
Euro **1.402** million

resources

79% National Fund for the Prevention of occupational injuries managed by CNAMTS

21% Contracts, sales and products

expenses distribution

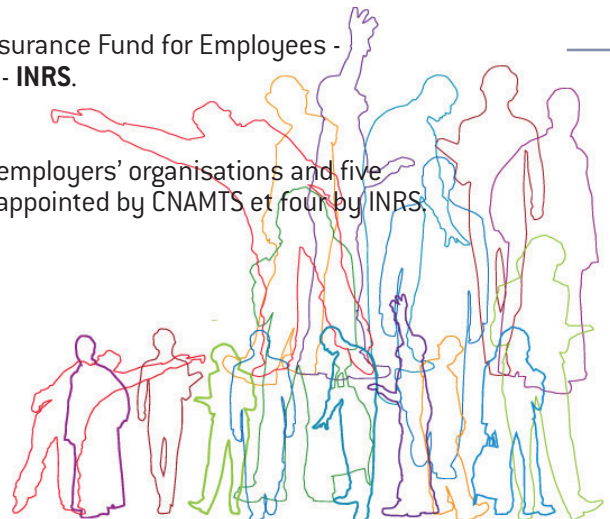


status

Public interest grouping formed by the National Health Insurance Fund for Employees - **CNAMTS** - and the National Research and Safety Institute - **INRS**.

administration

Equal representation council: five representatives of the employers' organisations and five representatives of the trade union organisations; six are appointed by CNAMTS et four by INRS.



A word from the managing Director

15 years may seem long, but it is also a very short period in the life of an organisation. For my part, I hardly saw the time go by, these years were so busy. What is worth remembering?

A lot of things could be said, but I'll confine myself to one observation.

The founders of Eurogip were right: the Europe of occupational risk prevention truly deserved being paid attention. We have managed to open up doors and forge ties to explore the subject better. Eurogip is today an organisation that is known - and that deserves to be better known - and recognised, in France, in Europe and even beyond! We can be proud of all our work.



Marie-Chantal
BLANDIN,
Managing
Director of
Eurogip since
1991



The founders of Eurogip were right: the Europe of occupational risk prevention truly deserved being paid attention



But we cannot rest on our laurels. Eurogip must change to come into step with the changes that are taking place at the European level, to cope better with the various problems faced by the working world, and to meet the new demands of its founding members.

That is why, in the summer of 2006, a review was

undertaken of our possible work programme over the next five years. The trade union organisations and trade associations, the CNAMTS*, INRS* and the CRAM* funds played an active role in this review. Medium-term guidelines for action 2007-2011 - ambitious but realistic - were thus able to be produced. They will be submitted to the new Board of Directors set up in 2007.

Marie-Chantal BLANDIN
Eurogip Managing Director

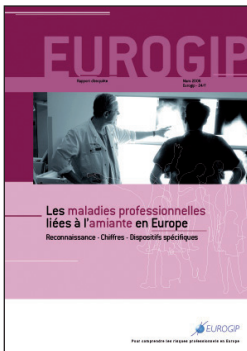
* see page 02

Highlights

of EUROGIP's activity in 2006

Revamping of the website www.eurogip.fr

As part of the revitalisation of Eurogip's communications, revamping of the website was prepared during the second half of 2006. The chief objective is to post online, in early 2007, more information useful to cybernauts, in particular OH&S experts/institutions, and to make the site easier to navigate through a number of technical improvements. (see p. 27)



Publication of the report of the survey on asbestos-related occupational diseases in Europe

Asbestos-related occupational diseases are a subject of keen interest to many countries in Europe. Eurogip therefore carried out a survey on this subject, with the help of a European working group consisting of legal experts and doctors. The survey covers, in particular, the conditions for recognition of the occupational nature of the various diseases in question, the number of cases recognised, and the compensation of victims. It reveals some common features and many differences between national situations. The results of this survey were published in early 2006 and have been circulated widely, in France and Europe.

End of the programme of assistance to Romania

Since the summer of 2004, Eurogip had been involved in carrying out an EU-funded assistance project for Romania in order to establish an occupational risk insurance system. This project ended in the spring of 2006. The closing seminar took place on 13 March, in the presence of numerous Romanian and European Commission authorities. Clearly, the results achieved gave full satisfaction to the Romanian beneficiaries. (see p.30)



"Addictive conduct and occupational risks in Europe"

How to prevent work-related risks due to the consumption of alcohol, drugs and narcotics? This was the key question of the fifth session of the Eurogip Discussions, held in Paris on 20 October 2006, with one hundred and twenty participants. Three round table discussions made it possible to define the subject better and describe the OH&S measures taken on various levels: national, regional, sector and enterprise. (see p.26)

2006 marked Eurogip's 15 years of existence and the halfway point in its second mandate⁽¹⁾

Draft policy and strategy guidelines for the period 2007-2011

2006 was the last year covered by the Guidelines for the five-year period following the renewal of Eurogip's mandate in September 2001. On 6 July 2006, the Board of Directors took formal note of the results of implementation of these Guidelines and declared itself in favour of working out a new document to serve as a policy and strategy guide to activities over the years 2007-2011. A tentative draft, produced in close cooperation with all the institutional partners of the Group, was therefore submitted to it at end October. The Board approved its content, but preferred to leave it up to the new Board - which will be established in 2007 - to finally adopt the text. _____



Survey on the impact of the New Approach on occupational risk prevention

Has the New Approach⁽²⁾ had an impact on occupational risk prevention? This is the subject of a study initiated by Eurogip at the end of 2005. The study continued in 2006 with, in the autumn, an electronic survey consisting of about sixty questions. The results will nurture the deliberations of the Board of Directors on the role that the Occupational Injuries and Diseases Branch of the Social Security system should play in the field of standardisation. [see p. 33] _____

Development of recognition of Eurogip

The initiatives launched in 2005 to vitalise communication have borne fruit, and Eurogip's recognition is increasing, as attested by the number of references to it in the press and on the Web. It is even spreading beyond the European borders: a statistician from the Korean Agency for Occupational Health and Safety and a researcher from the Japanese Institute for Occupational Health and Safety solicited Eurogip! _____

[1] Eurogip was founded in November 1991 in the form of a public interest grouping; its mandate was renewed in September 2001 for 10 years.

[2] Resolution of the Council published in Official Journal C136 of 4 June 1985 - The principle of the New Approach, adopted with a view to opening of the European internal market, is to ensure the free circulation of goods and to guarantee the safety of consumers and users of such goods. The European directives define the essential safety requirements; the European standards contain technical specifications to meet these requirements.

The year 2006

activity by activity

standardization to make the Occupational Injuries Branch's voice heard in the European concert

COORDINATING THE 90 OR SO EXPERTS OF THE OH&S NETWORK*

Eurogip coordinates the activity of the experts of the CNAMTS*, the CRAM*, INRS* and Eurogip involved in standardisation work. In 2006, for example, **87 experts** took part in the work of 72 European and international Technical Committees (TC) and more than 210 active European and international working groups.

INCREASING THE EFFECTIVENESS OF THE OH&S NETWORK

To help the experts in their work, Eurogip publishes two documents, which were updated in 2006. **Partenor** lists the European standardisation work on health and safety in which the experts of the Network take part. **Normavenir** presents all the draft standards followed up by the experts on the French or European level. This is the last year in which these documents appeared in their present form: from 2007 on, they will be accessible from the new electronic database entitled Normabase [on the Eurogip website, www.eurogip.fr].

ASSIGNING MORE IMPORTANCE TO OH&S

- The OH&S Network* issued a collective opinion on 26 **draft standards submitted for enquiry**; 10 of them concerned the safety of machinery, 9 were on building products, 4 on construction/lifting/handling machinery, 2 on biology/chemistry/ventilation and 1 on ergonomics. These enquiries involved 332 staff of the OH&S Network.
- To optimise the experts' participation, **Eurogip funds certain work - precisely defined** - by French committees within which the position to be put forward at the European level is worked out. Within this framework, two agreements were signed in 2006:
 - one with French standardisation association Afnor, to support work in the fields of ergonomics, acoustics and vibrations and for general work on the A and B standards;
 - the other with electrical engineering industry association UTE, on work in the fields of electrical equipment for machinery.
 Moreover, to maintain an OH&S presence in standardisation work on the "Safety of Machinery", Eurogip pays the annual membership rights of 30 experts in 19 standardisation committees run by French mechanical engineering standardisation association UNM.

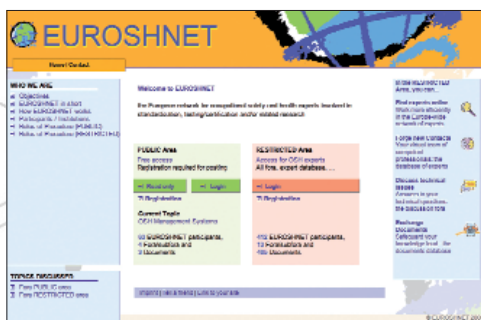
* see page 02



IMPROVING KNOWLEDGE OF THE STANDARDS AND THEIR USEFULNESS FOR RISK PREVENTION

- In partnership with the Ministries of Labour and Agriculture, Eurogip took part in updating the “**Intranormes - Santé et Sécurité au Travail**” database which contains 1527 standards relating to health, safety and working conditions. The 13th version, for example, contains more than 5000 new pages. It has been made available to the documentation departments of the CRAM* and the INRS* and trade union and industry organisations.
- More than 40 **new analytic data sheets on type C European “machinery” standards** (standards dedicated to a type of machine) have been produced. Drawn up with the aid of the relevant expert of the OH&S Network*, these sheets analyse the standards so as to highlight the occupational risk prevention aspects that have been dealt with by them or not. The collection of data sheets - around 130 - will be consultable in early 2007 on the www.eurogip.fr site (section Normabase).
- Eurogip takes part in **a system for reporting OH&S problems**, initiated in 2005, in partnership with the CNAMTS*, INRS* and the CRAM*. The objective is to feed back information to these organisations concerning a safety problem encountered in the field, to determine whether it is due to the manufacture, use, regulations, standardisation etc. of the work equipment, and to provide a solution. Eurogip especially takes into account the problems related to standardisation. In 2006, for example, the lack of a standard relating to cleaners (used to perform industrial cleaning work, and dangerous) was reported; the question was whether a standard should be produced or not. A second report concerned a panel saw; Eurogip was able to specify that a standard was undergoing revision and to establish relations between the INRS expert taking part in the work and the CRAM inspector who had mentioned the problem so as to find out whether it was still possible to modify the text.

FACILITATING EXCHANGES BETWEEN EUROPEAN EXPERTS



Euroshnet, the European network of OH&S experts/institutions involved in standardisation, testing and certification, aims to facilitate exchanges between

experts in order to determine joint positions on the questions dealt with. Eurogip is one of its founders and is a member of the Steering Committee. In 2006, it accordingly took part in several work meetings and in the organisation of a second meeting of the European focal points in Prague, on 9 and 10 November. The Group also contributed to improvement of the www.euroshnet.org site and coordinated one of the discussion forums (General Questions).

information and communication

Europe-wide watch and varied media

PRODUCING AND DISSEMINATING INFORMATION ON OCCUPATIONAL RISKS IN EUROPE

- The subject of **occupational health and safety in Europe, and occupational risk prevention in particular, arouses many questions**. These questions come from documentalists and consulting engineers of the CRAM* funds in particular, but also from enterprises (company managers, documentalists, safety staff personnel, industrial doctors). In 2006, they chiefly concerned OH&S statistics - more specifically in building and construction - risk assessment and the single document, and the supply of services in another country. They also concern a variety of subjects: a standard, the European Social Charter, temporary work, and the rehabilitation of victims of musculoskeletal disorders...
- Eurogip continued to publish the quarterly report **Eurogip Infos** and the **Eurogip InfoMail**, a monthly electronic newsletter in French and English. Both describe the actuality on occupational risks in Europe: legislation or programmes in progress or undergoing preparation at the level of the Community and the European Union Member States.

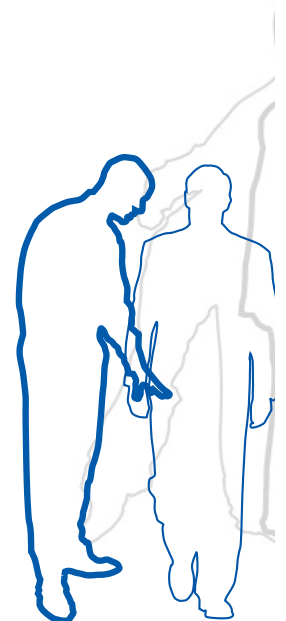
EXCHANGE VIA THE EUROGIP DISCUSSIONS

The Eurogip Discussions, traditionally held in October, are designed to express a “European viewpoint” concerning a topical question in France and in other European countries. The question selected for the 2006 session was: **“How to prevent work-related risks due to the consumption of alcohol, drugs and narcotics?”**.

On Friday 20 October, representatives of the European Commission and of several European countries discussed addictive conducts and their consequences on life at work, and OH&S measures to be applied at the national, regional and sector levels and in the workplace. There is a cruel lack of epidemiological studies making it possible to establish a link between the use of psychotropic agents and occupational injuries. But all the speakers recognised that the subject was indeed a concern. Prevention is often a long-term process, because it involves changing behaviour patterns. And the subject is still often hard to discuss, especially since, being on the boundary between occupational health and public health, it affects the private sphere, and well-meaning colleagues often cover up for a person who has a problem. The participants in the Eurogip Discussions agreed how important it is to circulate information to all the employees. A consensus was also reached concerning the multi-disciplinary nature of the response required in case of problems. While the support of management is essential, the medical department has a predominant role to play, in cooperation with Human Resources, the trade union representatives, etc., but also outside specialists: non-profit organisations, psychologists, specialists in addictology, etc. The proceedings of the Discussions were published at end December.



* see page 02



SIX NEW PUBLICATIONS

1/ The Eurogip presentation brochure, in a bilingual version (French/English)

2/ The 2005 annual report, also in a bilingual version

3/ The proceedings of the Eurogip Discussions of 14 October 2005 devoted to "The health and safety of temporary workers in Europe"

4/ "Musculoskeletal disorders in Europe - Definitions and statistics", a summary report for downloading free of charge from the Eurogip website

5/ "Asbestos-related occupational diseases in Europe - Recognition, statistics and specific systems", a survey report concerning 13 countries

6/ The proceedings of the Eurogip Discussions of 20 October 2006 on the subject of: "Addictive conduct and occupational risks in Europe".

To find out more:
www.eurogip.fr
Publications section

OPTIMISING THE WEBSITE AND DISSEMINATING MORE INFORMATION

Following the review initiated at end 2005 concerning Eurogip's recognition and the impact of its communication campaigns, the Board of Directors gave its agreement to the launch of several initiatives, including revamping of the website (www.eurogip.fr). This was undertaken in the autumn of 2006, with the objective of **publishing online more useful documents on occupational risks in Europe**, and no longer merely information relating to the Group and its activities. In addition, new functionalities will facilitate browsing: a search engine covering the entire site and another dedicated to publications allowing a search by type of document (survey reports, proceedings of the Discussions, etc.), date and subject. Document ordering has been simplified and payment can be made online. The new site is planned to be opened at the very start of 2007.

PUBLICISING THE GROUP AND ITS ACTIVITIES

- Eurogip carried out **press campaigns** (sending out news release or special report) on the occasion of its Discussions and the publication of the results of its survey on asbestos-related occupational diseases in Europe. It was also interviewed on two occasions by "Autoroute FM" radio on commuting accidents and accidents while driving for work, subjects that it had dealt with previously in the context of a survey and in its Discussions.

- With its recognition growing, the Group was called on at various occasions in 2006. It thus had the opportunity to:

1/ Present the results of its works:

- on asbestos-related occupational diseases;
- on occupational diseases in general;
- on the health and safety of temporary workers in Europe, the subject of the 2005 Eurogip Discussions.

The publics were varied: CAT-MP*, the Occupational Diseases Commission of the Higher Council for occupational risk prevention, the social partners of the CRAM* Midi-Pyrénées and Sud-Est, the participants in two European conferences: one organised by ETUI-REHS*, the other by the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases, etc.

2/ Exploit its expertise:

- by coordinating a round table meeting devoted to occupational health and safety in the construction sector in Spain, France and Portugal, during the Préventica Fair in Toulouse in October;
- by taking part in the event entitled "Corporate planning and occupational risk prevention" organised by the AINF (association for occupational and industrial risk prevention and management) in Lille in June, and in the "Accident Research" seminar held by the FEDEM (ores, industrial minerals and non-ferrous metals federation) in December;
- by describing the criteria for recording the European statistics on accidents at work and occupational diseases defined by Eurostat* to the National OH&S Fund of the Caisse des Dépôts et Consignations, which plans to set up a statistical database in the hospital and territorial management civil services;
- by describing the French system of occupational injury and disease insurance during an informative seminar held by the Ministry of Labour of Catalonia.

public relations

under the signe of consolidation and expansion

DEVELOPING EUROPEAN EXCHANGES AND PARTNERSHIPS

- The relations forged in previous years with the **Directorate General (DG) for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities of the European Commission** continued to develop in 2006. For example, the DG replied favourably to two invitations by Eurogip to take part in events organised by it. These were the Eurogip Discussions of October 2006 on the subject of "Addictive conduct and occupational risks in Europe" - at which Dr Jorge Costa-David (from the "Occupational Health and Safety" Unit) outlined the draft Community action plan to combat alcohol abuse - and the meeting held in Brussels to present the report on asbestos-related occupational diseases.
- Eurogip is now **among the potential contractors in the area of occupational health and safety** to which work could be entrusted under specific contracts with the European Commission. Moreover, Eurogip has been mandated by the European Commission, since 6 December, to be able to promote twinning cooperation projects.
- **The network of organisations in charge of occupational risk insurance and/or prevention in the other countries of the European Union**, with which Eurogip is in relations, continued to expand in 2006, especially via the activities undertaken (surveys, events, etc.). Cooperation takes place in a bilateral or multilateral framework, in particular within the European Forum of insurances against accidents at work and occupational diseases.

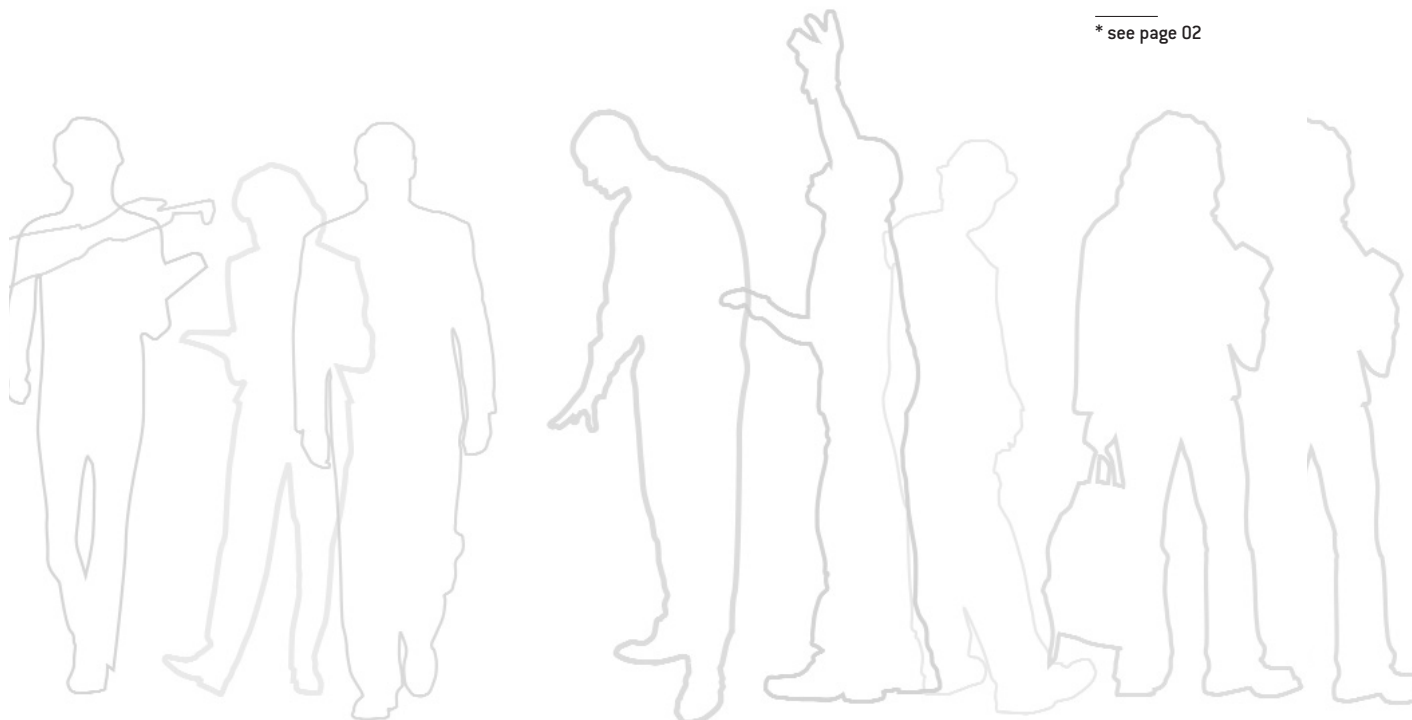




PROVIDING SUPPORT FOR EUROGIP'S INSTITUTIONAL PARTNERS

- As part of the thinking on **France's reform of the current system of occupational risk insurance** and at the request of the social partners, Eurogip presented the compensation systems in force in the EU countries and the statistics for occupational injuries and diseases at the Community level and in the Member States. Eurogip also organised the attendance of the Director of the "Benefits" department of the Italian occupational injury and disease insurance organisation INAIL and the Manager of the "Benefits" Division of the Swiss occupational injury and disease insurance organisation SUVA at the meeting of the "Compensation" working group established by the social partners.
- A **monitoring activity** forms an integral part of the assignments entrusted to Eurogip. This monitoring, performed on several levels, is designed to watch:
 - Changes in Community legislation and news concerning the European authorities and OH&S and insurance organisations in the other EU Member States; information that could interest the administrators or the founding members of Eurogip is circulated to a targeted audience;
 - Occupational cancers, in the context of the institutional project of the Occupational Injuries and Diseases Branch* concerning this subject;
 - Invitations to tender published by the Community authorities (Directorates General of the European Commission, European Foundation of Dublin, Eurostat) and by the beneficiary countries of European loans; Eurogip disseminates to the institutional partners those tenders that could interest them and, if necessary, assists them in drawing up the reply.

* see page 02



projects capability for mobilising the Network* and value the French experience

COOPERATION ON EUROPEAN PROJECTS

- Eurogip takes part in the “Working Environment” Topic Centre of the European Agency for Safety and Health at Work, the aim of which is to collect, evaluate and disseminate information concerning the good health and safety practices applied in the EU countries. In the first months of the year, it contributed to preparation of the 2006 European Week dedicated to young workers by writing two summary documents (designed to form a Factsheet) on the themes of “Young workers and vehicles” and “Young workers in the construction sector”. Moreover, within the framework of the 2007 work programme, Eurogip was entrusted major work on three subjects:

- 1/ The return to the workplace of workers who have suffered musculoskeletal disorders (MSD);
- 2/ Noise prevention in the entertainment sector;
- 3/ Risk prevention in the hotel, restaurant and catering sector (HORECA).

EMPLOYING FRENCH EXPERTISE TO SERVE THE EU ACCESSION COUNTRIES AND NEIGHBOURING COUNTRIES

- The assistance project for Romania for the establishment of an occupational risk insurance system, which began in the summer of 2004, ended in 2006. The closing seminar took place on 13 March, in the presence of numerous Romanian and European Commission authorities. Clearly, the results achieved gave full satisfaction to the Romanian beneficiaries, who also appreciated the flexibility and adaptability shown by the French team.

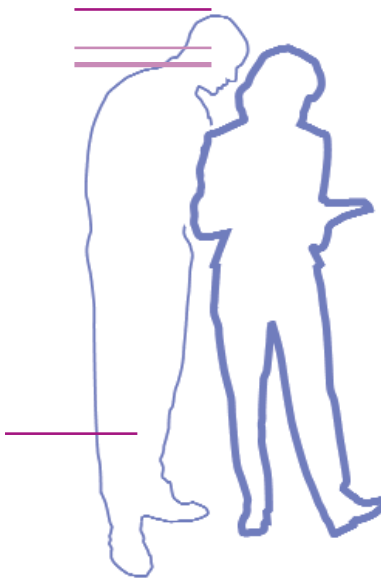
Among the most significant results of this project should be mentioned:

- Training of 116 people: 82 OH&S consultants, 10 risk rating technicians, 10 doctors and 14 instructors.
- Simulation of occupational situations for OH&S consultants, with company visits to get to know the enterprise and its environment, to perform risk analysis and assessment and then decide the managers to support the proposed prevention solutions. The training of OH&S consultants also included carrying out awareness raising initiatives: preparation of materials and coordination of seminars for employers and employees. In all, the experiment concerned 249 enterprises (63 in the construction sector, 73 in food processing and 113 in the mechanical engineering industry). And 360 corporate representatives took part in awareness raising seminars.



© Gaël Kerbaol for INRS



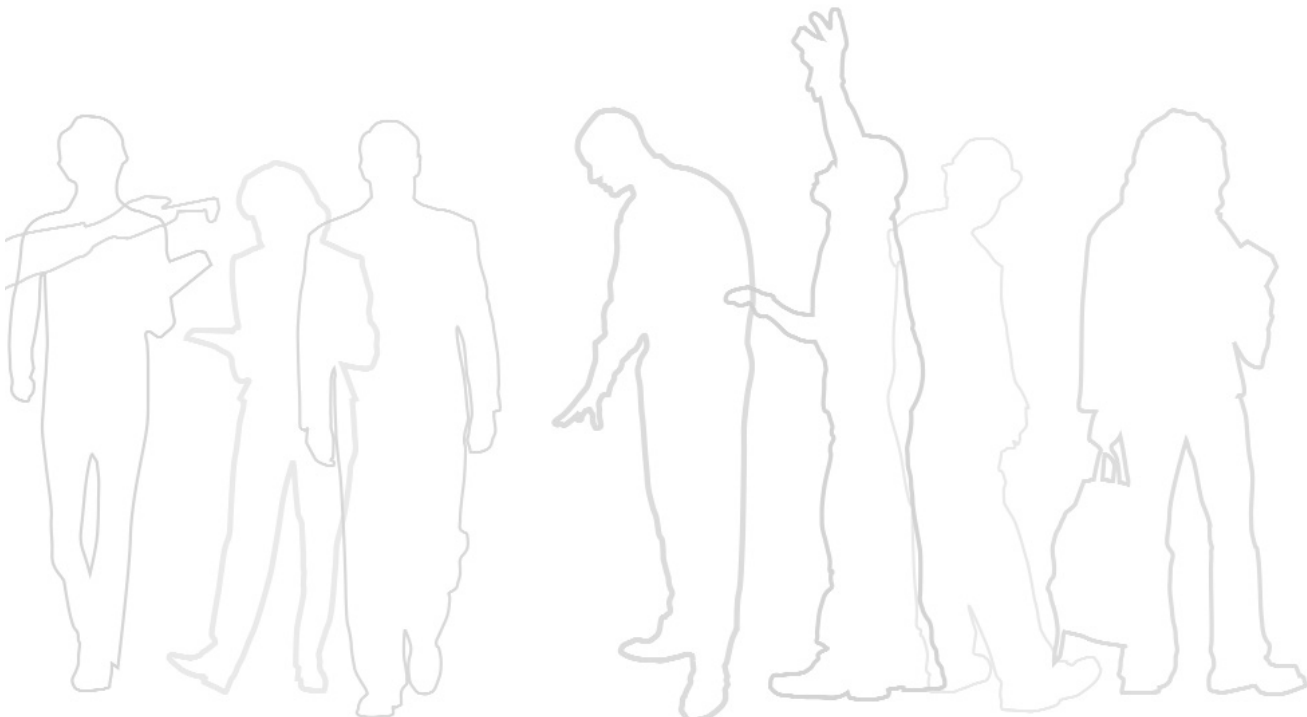


- Production of company guides: on occupational health and safety management (10,000 copies printed); on risk assessment (10,000 copies) and on risk prevention in the construction sector (5,000 copies); two other brochures were printed in 10,000 copies each, one on exposure to noise and the other on electrical risk.

- Production of a methodological guide for OH&S experts (500 copies printed), focused mainly on the task of risk analysis and assessment in the enterprise.

- Within the framework of an EU-funded programme, Eurogip was involved in the work of alignment of OH&S statistics in the EU accession countries. Cooperation with Turkey began in 2004, and in 2006 this involved **training regional managers of the Turkish national statistics organisation in the ESAW system** (European Statistics on Accidents at Work) which aims at a harmonised European data recording system.
- Extending the cooperation initiated in 2005 with the German organisation GVG, which was managing a European project (TACIS) for **assistance to Ukraine with the setting up of an occupational injury and disease insurance system**, Eurogip delegated the head of the risk premium rating department of CRAM* Nord-Picardie for a second assignment in Kiev. This person took part in the project's closing seminar, and there described the French occupational injury and disease risk premium rating system in which the Ukrainian authorities were keenly interested.

* see page 02



surveys

to provide food for thought for the founding members⁽³⁾

STRENGTHENING ITS EXPERTISE IN OCCUPATIONAL DISEASES IN EUROPE

Given the interest aroused, it seemed a good idea to update and complete the data in the report entitled “**Occupational diseases in the 15 European countries**. The statistics 1990-2000. Legal and practical news 1999-2002”. The aim is to present the statistics up to 2005 and to take into account the changes, mainly of a regulatory nature, that have taken place in the area of recognition of and compensation for occupational diseases in the countries of the European Union since 2002. The working group set up within the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases and coordinated by Eurogip has therefore started to compile information.

The publication of a new report is planned for the end of 2007.

FINDING OUT MORE ABOUT OCCUPATIONAL RISKS AND HOW TO PREVENT THEM

- In recent years, the working world has undergone demographic, industrial, technological and scientific changes. What impact are these changes having on workers' health and safety? This is the main question of **a survey on so-called “emerging” risks in Europe** that was undertaken by Eurogip at the request of the CNAMTS* and that it plans to complete in 2007. The chief results of the survey have already been presented at a conference organised jointly by the Slovak Labour Inspectorate, Kosice Technical University and the Slovak Occupational Health and Safety Association, under the patronage of the European Agency of Bilbao.
- At the request of the INRS*, Eurogip has investigated the **biological risk incurred by employees in Europe**. Now, those populations deliberately employing biological agents are often well aware of the preventive measures to be taken. However, this is not the case for most of the employees potentially exposed due to their activity in which the risk exists naturally. Eurogip therefore initiated a survey to identify the populations in question (with their specific regional features) and the occupational risk prevention approaches adopted in the various EU countries. The results are due to be published in the first quarter of 2007. The initial conclusions were presented at an internal seminar of the Social Security OH&S Network held on 18 December 2006.
- **The risk related to machinery** is not new. But the INRS* wanted to know more about the evolution of this risk in relation to the implementation of the directives on “design of machinery” (98/37/EC, formerly 89/392/EEC) and “use of work equipment” (89/655/EEC supplemented). It therefore commissioned Eurogip to collect information concerning the type of occupational injuries due to machinery and the research carried out on this subject at the European level.

(3) Eurogip was founded in the form of a public interest grouping by CNAMTS and INRS*.



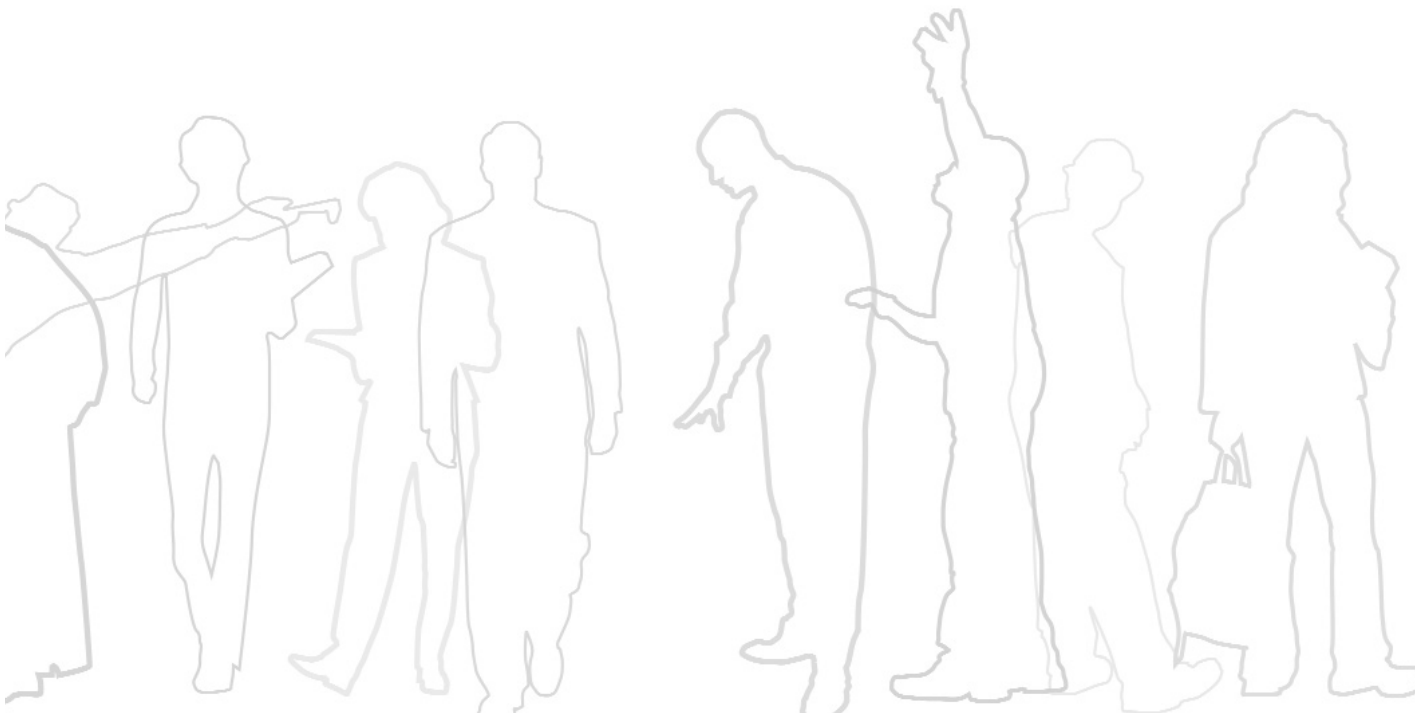
KNOWING THE OCCUPATIONAL RISK PREVENTION PRACTICES OF OTHER COUNTRIES

One of the chief innovations of the Framework Directive (89/391/EEC) of 12 June 1989 was to place on the employer an obligation to **assess the risks threatening workers' health and safety**. This assessment is a fundamental factor for the enterprise's OH&S strategy, because it is on the basis of the results that the employer must define the measures to be taken to ensure a better level of protection of workers' health and safety. The Community document did not, however, impose technical procedures for conducting the assessment; each Member State has therefore developed different approaches and methods. In this context, a survey has been initiated on occupational risk assessment. It will deal with the legal aspects of the transposition of the Framework Directive into national law on this subject. The objective is to know how and by whom the assessment is performed and in what conditions.

MEASURING THE IMPACT OF CERTAIN COMMUNITY MEASURES

The survey to **assess the impact of the New European Approach on occupational risk prevention**, undertaken at the request of the INRS*, chiefly concerns the "design of machinery" and "design of personal protective equipment" directives. In 2006, it progressed well, with a questionnaire being sent out in early October by e-mail. After being enriched by a group of experts and then tested by about fifty partners, it was sent to about 1400 people and about ten organisations (trade union, industry, etc.) which had agreed to pass the survey on to their members. The survey was closed on 17 November; the 193 valid replies that reached Eurogip will be analysed and processed in early 2007.

* see page 02



coordination of notified bodies

Expertise to serve occupational injury prevention

PREPARING FRENCH POSITIONS TO BE PUT FORWARD AT THE EUROPEAN LEVEL...

Since 1992, the "Coordination" activity has been clearly defined by the annual agreements signed with the Ministries of Labour and Agriculture. In 2006, the Group continued its activity of management of the two French Coordinations of notified bodies for application of the procedures for assessment of the conformity of personal protective equipment (PPE, Directive 89/686/EEC as amended) on the one hand, and of machinery and safety components (consolidated Directive 98/37/EC as amended) on the other hand.

... IN THE FIELD OF PERSONAL PROTECTIVE EQUIPMENT (PPE)

- Eurogip organised two meetings of the General Committee which brings together the 15 notified bodies. These meetings made it possible to prepare the French positions to be put forward at the European level, especially regarding:

- the future of the EC type examination certificates issued in accordance with harmonised standards once the standards have been revised and regarding the role of the organisations vis-à-vis the manufacturers;
- the conditions of award of the EC type examination certificates applied for by managers who are not PPE manufacturers for placing on the market;
- the classification of certain PPE, such as buoyancy aids.

The similarities between inspection of manufactured PPE (which is described in Article 11 B of the directive) and the requirements of the normative references of Quality Management Systems (standards of the NF EN ISO 9000:2000 series) were identified. The question of the traceability, over time, of the technical documents validated during the EC type examination and presented during inspection of the manufactured products was raised and has been covered by a "rules interpretation sheet", which will be proposed to the European Coordination.

Faced with certain inconsistencies (which could lead to conflictual situations) between the Community legislation and the transposition decrees produced by the Ministries of Labour and Industry, Eurogip applied to SQUALPI (the relevant department in the Ministry of Industry) to undertake harmonisation of the French legislation. A table was also proposed to allow PPE for drowning prevention/buoyancy aids and swimming instruction aids to be linked to the relevant decrees. Following this contribution, SQUALPI undertook a revision of decree 94/689, which should be effective in 2007.

- Eurogip took part in the two meetings of the General Committee on PPE of Afnor*, at which it presented the work of the French Coordination and an analysis of the European Commission paper concerning the publication of the titles and references of the harmonised standards.

* see page 02

- At the European level, Eurogip took part in the two meetings of the Steering Committee and in the plenary meeting of the Horizontal Committee of the European Coordination of notified bodies for PPE. Within this framework, it took part in the production of new sheets of a horizontal nature and put forward the French positions regarding the classification of certain equipment.

... IN THE AREA OF MACHINERY AND SAFETY COMPONENTS

Eurogip organised nine meetings, including two by the General Committee on machinery and seven by the sector groups. The purpose of these meetings is to solve the often complex technical problems still remaining, to integrate the standardisation work and to prepare the positions to be defended at meetings of the vertical groups and the Horizontal Committee of the European Coordination.

Revision work was continued on the sheets for interpretation of the rules rendered obsolete or unnecessary by the publication of harmonised standards giving a presumption of conformity with the requirements of the directive. The General Committee also undertook to identify the changes in regulatory certification activity that will result from implementation of the 2006/42/EC directive which will replace the current directive.

Eurogip has updated the various documents useful for implementation of the Directives, which in previous years had been grouped together on a CD-ROM, for posting on the Eurogip website; it will thus be easier to update these documents in real time.

